

RWANDA

BURKINA FASO

ZIMBABWE

CAMEROUN

TCHAD



MAGAZINE

Rwanda : de la dictature populaire à la démocratie athénienne

A la tête de l'armée, de l'État et du « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » depuis 1973 (*), le président Juvénal Habyarimana ne comptait pas lâcher des parcelles de pouvoir de sitôt. Mais les pressions occidentales et les mouvements à l'intérieur du pays l'obligèrent à faire des concessions. C'est pourquoi, après avoir longtemps refusé l'idée du multipartisme, il annonça en juillet 1990 la constitution d'une Commission nationale de synthèse, chargée de définir l'avenir politique du pays, et invita « toutes les forces vives à s'exprimer, à s'adresser spontanément à la Commission ». Le 1^{er} septembre, trente-trois intellectuels, le prenant au mot, lui envoyèrent un « manifeste pour le multipartisme et la démocratie ». Puis éclata la guerre « d'octobre » lancée par le FPR (Front patriotique rwandais) dans le nord du pays. Enfin, la Commission de synthèse, constituée en novembre, remit son rapport, qui aboutit le 10 juin 1991 à la promulgation d'une Constitution « révi-

sée », autorisant la création de nouvelles formations politiques. Sans qu'une date ne soit précisée, les élections devaient alors se tenir dans les plus brefs délais car, dit le Président le 1^{er} juillet, « notre peuple, j'en suis sûr, voudrait au plus vite un gouvernement qu'il aura pu légitimer ».

Or le peuple participe-t-il vraiment au processus démocratique ? Maîtrise-t-il les subtilités de ce nouveau jeu politique et a-t-il les moyens d'exprimer ses choix ? Examinons la société rwandaise pour y voir plus clair.

De graves inégalités sociales

92 % des Rwandais vivent en milieu rural, où la consommation par tête « se réduit à 11.763 Frw (franc rwandais) par an », si l'on en croit le professeur Fernand Bézy (1). La plupart de ces Rwandais ne connaissent pas l'argent et cultivent pour leur seule auto-subsistance. Le taux de fécondité étant de 8,3

enfants par femme — le plus élevé du monde —, les terres ne suffisent plus à nourrir les familles. La recherche de nouveaux moyens de survie rend alors le paysan exploitable à merci.

A l'autre extrême se situent des commerçants, des militaires, des hauts fonctionnaires et des dignitaires politiques. Ceux-ci constituent une bourgeoisie qui s'enrichit en faisant des affaires ou des investissements immobiliers et qui profite du pouvoir pour s'approprier les terres, disposer de l'argent de l'État, voire de la coopération, etc. Entre les deux, apparaît une classe moyenne urbaine — particulièrement à Kigali — composée de tous ceux qui se débrouillent sans pour autant devenir riches (petits indépendants, petits employés, petits fonctionnaires, etc.).

La société rwandaise est marquée par une profonde inégalité économique entre les classes paysannes et la bourgeoisie. A cela se superposent des rapports de type féodal entre le pouvoir et le peuple. Une fois par semaine, tous les Rwandais doivent ainsi participer, sans rémunération ni profit, aux travaux communautaires de lutte anti-érosive ou de reboisement, dits *umuganda*. Lors du 15^e anniversaire de l'*umuganda*, le 2 février 1989, « *Le militant Habimana* (NDLR : secrétaire général du parti unique) a rappelé que les travaux communautaires de développement *umuganda* n'ont rien à voir

avec les corvées qu'on subissait aux temps monarchique et colonial » (2).

Le pouvoir se défend bien d'avoir des connotations féodomonarchiques. Et pourtant, il en a gardé plusieurs modes de fonctionnement. Le professeur Bézy, parlant de l'élevage, indique que 22 % des bovins sont donnés en location : « *Cela ne rappelle-t-il pas fâcheusement le contrat de servage pastoral ?* ». Les relations de clientèle traditionnelles, connues sous le nom d'*ubuhake*, ne subsistent pas comme au temps des rois (au pouvoir avant la colonisation et, formellement, jusqu'à la « révolution hutu » de 1959), mais le clientélisme domine toutes les relations sociales. Dans le nord-ouest du pays, dont sont issus le Président et sa famille, la domination personnelle des seigneurs sur les paysans est d'ailleurs plus nette que dans le sud. Si des voix s'élèvent aujourd'hui contre le favoritisme du nord par rapport aux régions du sud, ce ne sont guère celles des paysans. Ceux-ci ne se sentent concernés ni par les enjeux régionaux, ni par les enjeux ethniques.

L'inégalité se retrouve également dans les niveaux d'instruction. Selon le rapport 1991 sur le développement humain du PNUD (3), 64 % des enfants rwandais sont inscrits à l'école primaire et parmi eux, 54 % abandonnent avant d'avoir terminé le cycle (période 1985-1987). 6 % des enfants sont inscrits dans des écoles secondaires. Moins d'un demi-pour cent de garçons et 0,1 % de filles terminent l'université. L'enseignement secondaire et supérieur est réservé aux enfants des élites urbaines. La culture et l'information sont elles aussi absentes des campagnes, excepté peut-être une certaine prise en charge par des églises, et hormis les « animations » glorifiantes du

(*) Selon ce qui est écrit dans la Constitution de la Deuxième République, art. 1.

(1) Bézy, *Rwanda 1962-1989, bilan socio-économique d'un régime*, Louvain, Institut d'études du développement, Université catholique de Louvain, janvier 1990.

(2) *Rapport in Rwanda Flash*, Ambassade à Bruxelles, février 1989.

(3) *Rapport mondial sur le développement humain, 1991*, Paris, Economica, 1991. (Programme des Nations unies pour le développement).

parti unique. Pas de télévision (celle-ci est en cours de création), pas d'accès aux journaux (circulation des quotidiens nulle, d'après le PNUD) : les paysans restent enclavés dans leur colline. En ville, les citadins pauvres ne sont pas tellement mieux lotis. Si les média y sont accessibles facilement, la culture n'est guère organisée. L'on n'y trouve pratiquement aucune salle de cinéma, aucun théâtre ; rares sont les concerts. Seul le centre culturel franco-rwandais de la capitale représente un havre de culture digne de ce nom, mais l'accès aux spectacles reste limité à ceux qui en ont les moyens. Dans le domaine des loisirs, les investissements publics se sont concentrés dans la construction de stades de football. Mais rien de pédagogique et de stimulant au point de vue intellectuel, aucune formation critique des citoyens à la politique.

Les acteurs de la démocratie

On peut certes imaginer des mouvements démocratiques populaires venant des paysans, mais il leur est difficile de s'organiser en vertu même de leur isolement géographique, culturel, économique et politique. Les paysans ne se sont pas révoltés lors des famines qui ont frappé le sud dans les premiers mois de 1990 ; ils ont préféré s'exiler en Tanzanie.

Dès lors, les forces démocratiques vont obligatoirement surgir parmi les classes instruites et urbaines. D'après certains observateurs, l'on pourrait estimer que ces acteurs représentent 1 % de la population totale du pays. Ou, si l'on préfère le langage plus cru du dissident du FPR, Shyirambere J. Barahinyura : « 99 % (des Rwandais) n'ont rien à foutre avec la politique » !

Quelques-uns ont déjà joué un rôle lors de la Première République présidée par Grégoire Kayibanda (1962-1973) ou durant le gouvernement actuel ; les autres sont issus de nouvelles générations, qui ne se sont mêlées de politique que récemment. Ceux qui n'avaient pas 18 ans lors du changement de régime en 1973, et qui ont aujourd'hui entre 15 et 35 ans, sont plus de 2 millions, alors que l'ensemble de leurs aînés sont au nombre de 1,4 million au grand maximum.

Tous ont été membres d'office du MRND (Mouvement *révolutionnaire* national pour le développement, l'ex-parti unique, devenu en juin dernier Mouvement *républicain* national pour la *démocratie* et le développement, toujours MRND). Tous les opposants vont donc provenir inévitablement du MRND !

Les premiers mécontents à s'agiter ont été les plus proches du régime en place, à savoir des militaires fomentant des coups d'État, et certains ministres qui ont pris des positions contestataires. Un ex-ministre de la Santé avait ainsi nourri le projet de créer un nouveau parti en 1987. Puis ce fut le tour d'hommes d'affaires, irrités des entraves au commerce ou lassés de la corruption. Enfin, les derniers à se mobiliser — du moins ouvertement — sont ceux qui ont le moins bénéficié de privilèges, à savoir les intellectuels, cadres, agents de l'État, etc., c'est-à-dire à la fois cette classe moyenne montante et ces nouvelles générations, dans lesquelles il y a lieu d'inclure les femmes. Celles-ci ont, en effet, eu un impact certain sur l'évolution de la société, en créant ces dernières années un « réseau de femmes œuvrant pour le développement rural » et des organisations non gouvernementales, en animant des séminaires internatio-

naux, des foires commerciales et des événements culturels.

Ce sont donc tous ceux-là, issus des classes instruites, qui font les mouvements politiques, et qui composent les forces de changement, y compris les tendances démocratiques. Les motivations de changement sont diverses : soit l'intérêt personnel, soit la saturation face à l'usure ou à la confiscation du pouvoir, soit le besoin d'une économie saine ou de conditions de travail favorables, soit des préoccupations sociales et sincèrement démocratiques soit, enfin, plusieurs de ces motivations réunies.

L'instauration du multipartisme par le gouvernement comme l'attaque du Front patriotique, — qui a servi d'accélérateur aux réformes et de stimulant aux consciences politiques — ont permis à ces Rwandais de s'organiser, et de se lancer dans la création de nouveaux partis.

Le FPR se présente le premier sur cette scène politique (par la force), en tant que mouvement de « libération ». Mais, fondé à l'extérieur du pays et considéré comme responsable de la guerre, il ne suscite pas l'enthousiasme.

Au début, il est dirigé par le commandant Fred Rwigyema, l'ex-numéro deux de la *National Resistance Army* ougandaise, qui avait porté Museveni au pouvoir à Kampala, après des années de maquis. Le 2 octobre, Rwigyema meurt, dans des circonstances non élucidées, et c'est Alexis Kanyarengwe, un ex-ministre de l'Intérieur de Habyarimana, qui lui succède. Alors qu'au départ, le FPR apparaissait plutôt comme un mouvement de réfugiés tutsi de longue date, il est rejoint par plusieurs Hutu ayant dû s'exiler pendant l'année 1990 et dans le courant de la guerre d'octobre. Bien qu'il réfute l'appellation

de « parti », le Front propose un programme politique en huit points, qui est davantage une réaction contre le régime au pouvoir et ses erreurs qu'une vision précise de l'avenir. Le programme du FPR est affadi par le désir ou la nécessité de regrouper autour du plus petit commun dénominateur des ex-apparatchiks hutu, des jeunes réfugiés révolutionnaires et des vieux encore sentimentalement attachés à la monarchie, de pauvres réfugiés ayant passé leur vie dans des camps, des militaires et de riches hommes d'affaires.

Malgré la guerre, le couvre-feu, les procès politiques et de presse qui ont jalonné les années 1990 et 1991, ainsi que les multiples incohérences du régime Habyarimana dans le parcours de la démocratie qu'il a tracé, l'intelligentsia rwandaise s'est littéralement engouffrée dans la brèche ouverte du multipartisme. Elle crée ses partis, laissant face à face le MRND et le FPR. Mais comme le FPR, les nouveaux partis ne vont pas tarir de critiques contre le gouvernement, considéré comme corrompu et injuste.

Le premier parti à se créer à l'intérieur du pays est le MDR (Mouvement démocratique républicain), refonte du PARMEHUTU (le parti de la « révolution » hutu de 1959, au pouvoir jusqu'en 1973), qui attire les nostalgiques de la Première République, mais aussi les nouvelles générations, des intellectuels et la classe moyenne. Dès la promulgation de la nouvelle Constitution, le MDR est légalisé, suivi par un Parti social-démocrate (créé par un ex-ministre du MRND) et un Parti social-chrétien. D'autres formations se créent à leur tour, comme le Parti libéral (des commerçants), et le paysage politique commence à prendre forme.

Craignant sans cesse d'être court-circuités par le MRND, tous sont cependant contraints de passer le plus clair de leur temps à gérer la transition. Chacune de ces forces étant relativement pluraliste, il ne faut pas s'étonner que leur programme politique respectif soit le reflet d'un consensus entre les personnes d'horizons divers qui les composent.

De plus, les acteurs des nouvelles forces démocratiques peuvent être très liés les uns aux autres, par des liens familiaux, régionaux, économiques, liens de solidarité ou d'hostilité qui ne favorisent pas toujours l'objectivité des débats. L'on assiste ainsi à des déplacements en apparence étonnants. Bon nombre de Rwandais n'en sont par exemple pas revenus de voir Alexis Kanyarungwe, de réputation très anti-tutsi, rejoindre le Front patriotique, et même le présider...

Comme le FPR, la plupart des opposants de l'intérieur ont par ailleurs trop de mal à se dégager des critiques vis-à-vis du pouvoir pour entrevoir en toute sérénité la formation d'une société rwandaise nouvelle.

Prisonniers de tabous ou de dépendances non remises en cause (besoin de l'aide au développement, de plaire à l'Occident), ils vont s'accrocher à leurs références : le MRND (ce qu'il ne faut plus faire) ou le PARMEHUTU (ce qu'on peut en retenir).

Le coup d'État qui a permis à Habyarimana de prendre le pouvoir en 1973 leur a laissé une blessure béante, qui cherche à être pansée. La question revient, obsédante : qui a donné l'ordre de tuer les ministres et le président Kayibanda de la Première République ? Ils vont ainsi parer au plus urgent : besoin de justice, besoin d'équité régionale et eth-

nique, assainissement de la vie politique et économique. Prenant peu en compte la majorité de la population, sauf à y voir des forces de travail au sens le plus fastidieux du terme, ils n'ont pas comme priorité l'accès général et gratuit à l'enseignement et encore moins le développement de la culture populaire.

Ici comme ailleurs, la démocratie ne passe pas uniquement par le multipartisme et les élections libres. Il faudra du temps pour qu'au sein de chaque parti, les idées se décanent et que les nouvelles générations s'imposent. Quant aux libertés de la presse, d'opinion, et de mouvements (libertés que le régime a beaucoup plus de peine à concéder), elles sont absolument indispensables pour élargir les débats. Sans cela, le Rwanda suivra la voie zaïroise, avec un Président qui s'accroche au pouvoir et qui, de-ci de-là, propose un poste de ministre aux leaders des partis d'opposition avec lesquels il pourrait espérer s'arranger.

La relation entre Rwandais de l'intérieur et de l'extérieur devrait être éclaircie, notamment en démythifiant le Front patriotique, afin d'instituer un climat de collaboration non exclusive. Après le choc des événements d'« octobre », c'est du choc des idées, actuellement en cours, que devraient surgir des projets démocratiques sérieux, de grande envergure et portant sur le long terme.

Mais la démocratie consiste aussi à donner aux paysans rwandais les moyens d'accéder à l'instruction, et de participer à la vie économique, politique et culturelle du pays ; à stimuler et unir les enthousiasmes de tous, pour surmonter les difficultés économiques, et en cas de succès, à redistribuer les richesses parmi l'ensemble de la population.

Danielle Helbig